



Déclaration de la FSU
au groupe de travail
gestion des AESH
du mercredi 11 mai 2022



Alors qu'il n'était que président candidat, M. Macron, dans son seul meeting de campagne, a de nouveau montré toute sa méconnaissance de la situation des AESH. Non les AESH ne sont pas titularisés et restent dans la précarité Et non le problème du handicap à l'école et de son accompagnement n'ont pas été, pour la FSU, une priorité de ce gouvernement pendant 5 ans. Les promesses n'ont pas été tenues. Pire, il s'agirait de contraindre les accompagnants à travailler 35 heures par semaine !

Nos collègues AESH, nous ont déjà alerté, ces dernières années sur la dégradation de deux points :

- les conditions d'accueil des élèves en situation de handicap et
- les conditions de travail des accompagnantes et accompagnants d'élèves.

Dès lors, comment peut-on imaginer qu'une simple augmentation du temps de travail réglerait les nombreux maux de l'inclusion scolaire en France ?

Nous sommes inquiets, nous avons plus d'une fois interpellé vos services, les services du Ministère sur l'état dans lequel s'organise l'accompagnement des élèves depuis la mise en place des PIAL (pôles inclusifs d'accompagnement localisés). Nous persistons à penser que cette organisation ne cache en réalité que des problèmes de recrutements. Puisque les collègues ont vu exploser le nombre d'élèves à accompagner et nous insistons : "NON !", les MDPH (maisons départementales des personnes handicapées) ne notifient pas trop !

Nous vous posons donc la question : Que vont garantir ces 35 heures ? De notre côté, nous imaginons déjà les scénarii possibles. Pour nous, plus d'heure = plus d'élèves : vous nous l'avez prouvé avec les PIALS, il n'y a pas de limites à la mutualisation tout est donc envisageable !

- Plus d'heures, c'est donc moins de suivi individualisé et en conséquence un accompagnement et une inclusion de moindre qualité.
- Plus d'heure c'est incontestablement plus de fatigue alors que les démissions, les refus de renouvellement s'enchaînent et que les AESH dénoncent par la grève partout en France, la perte de sens du métier suite à l'arrivée des PIAL.
- Plus d'heure c'est aussi plus de missions puisque volontairement, dans ses discours, M. Macron ne parle plus d'élèves mais d'enfants. C'est là, une porte ouverte aux

activités périscolaires dossier qui stagne depuis longtemps dans les tiroirs du Ministère et vivement encouragé par les élus locaux.

Être AESH, c'est donc être considéré une fois de plus comme une main d'œuvre qualifiée et surtout de bon marché. M. Macron ne revalorise pas les AESH, il entretient la précarité des accompagnants qui une fois de plus se retrouvent sur la ligne de départ pour la course au SMIC, qui se voit réévaluer uniquement par l'inflation.

Concernant l'ordre du jour du GT, nous sommes une fois de plus confronté à ce "problème de communication" et nous déplorons que le document préparatoire (guide de l'appréciation de la valeur professionnelle de l'AESH) nous ait été transmis seulement le 30 mars et suite à une relance de notre part le 23 mars alors que le GT avait eu lieu le 21 janvier. Par ailleurs, le rectorat n'a pas répondu à une de nos questions du courrier à savoir " ...ces fiches semblent déjà utilisées dans certains pials sans qu'elles aient été présentées à la FSU . Nous demandons à ce qu'elles nous soient communiquées ainsi que les pials dans lesquels elles sont utilisées ou expérimentées." Il n'a jamais été évoquée par l'administration lors du GT du 21 janvier, l'expérimentation ou la mise en place de ces fiches d'évaluation qui ne nous ont pas été présentées à ce précédent GT.

Ce GT est-il donc un véritable groupe de travail ? Ou sommes nous simplement conviés pour valider les décisions administratives prises en amont et d'ores et déjà appliquées ?

Ce n'est pas de ça dont ont besoin les AESH mais d'une vraie reconnaissance, et salariale, et professionnelle. Un statut de la fonction publique où l'entretien professionnel aboutit à une reconnaissance des compétences et à une vraie évolution de carrière qui ne demande ni second métier pour survivre, ni de courir en permanence après un malheureux SMIC alors même que les AESH devraient être un modèle de réussite et d'ambition pour les élèves et pour l'inclusion scolaire dans notre société.